

**PRIX DE L'ABONNEMENT.**  
Edition Quotidienne.

Un An 6 Mois 3 Mois 1 Mois  
 POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00  
 POUR L'ETRANGER.....\$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.25

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

**Le Numéro**



**Cinq Sous**

**PRIX DE L'ABONNEMENT.**  
Edition Hebdomadaire.

Un An 6 Mois 3 Mois 1 Mois  
 POUR LES ETATS-UNIS.....\$3.00 \$1.50 \$1.00 \$0.75  
 POUR L'ETRANGER.....\$4.00 \$2.00 \$1.25 \$1.00

Les abonnements datent de 1er et de 15 de chaque mois.

# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

**POLITIQUE, LITTÉRATURE.**

**PRO ARIS ET FOCIS**

**SCIENCES, ARTS.**

Journal Français Quotidien.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 19 JANVIER 1906

Fondé le 1er Septembre 1827

## Autour de la conférence d'Algésiras.

L'installation de la salle de l'hôtel de ville d'Algésiras où se réunissent les diplomates a été terminée à temps.

Trois postes télégraphiques ont été installés, l'*Abeille* l'a déjà dit. Un fil direct fait communiquer Algésiras avec Paris et d'autres grands centres européens.

La nomination de M. Perez Caballero, ministre d'Espagne à Bruxelles, comme adjoint à la légation espagnole à la conférence d'Algésiras est confirmée.

Des informations émanant du ministère d'Etat faisaient supposer que le marquis del Muni serait également appelé à y jouer un rôle, comme ayant élaboré le traité franco-espagnol d'octobre 1904, autre nouvelle confirmée.

La "Tribuna" publie une interview du conseiller de légation, M. Esternaux, du ministère des affaires étrangères à Berlin. Ce fonctionnaire a déclaré que même le Maroc était un "casus fœderis" pour les alliés de l'Allemagne parce que la Triplice prévoyait toute agression de la part de la France, quelle qu'en soit la cause.

La "Tribuna" écrit: "Nous croyons cette interprétation de la chancellerie allemande tout au moins trop orthodoxe; nous pensons que le "casus fœderis" a des limites plus précises et ne peut pas s'étendre à des faits survenus postérieurement ou en dehors de ceux qui déterminent l'alliance des puissances centrales."

Voici les grandes lignes des propositions de réformes telles que la conférence d'Algésiras aura probablement à les examiner.

En ce qui concerne la police, on proposera qu'elle soit assurée par un corps d'indigènes placés sous le commandement de fonctionnaires marocains qui en seront responsables, quoiqu'ils ne doivent en être les chefs qu'à titre purement nominal. Le commandement effectif sera confié à des officiers ou sous-officiers européens de la ou des nations qui pourront recevoir la mission d'assurer l'ordre au Maroc.

Le même système sera proposé en ce qui concerne l'armée marocaine. On demandera la construction à intervalles réguliers, près des villes du littoral, d'une série de blockhaus en deçà desquels aucun indigène armé ne sera autorisé à pénétrer. Les indigènes déposeront leurs fusils dans les blockhaus; on les leur rendra à leur retour.

La police sera graduellement étendue, à l'intérieur, au moyen de postes militaires établis, de distance en distance, sur les principales routes commerciales.

Concernant les réformes financières, il est admis que la réorganisation des douanes est absolument nécessaire; mais la solution de cette question dépend en grande partie de l'interprétation que fera la conférence des termes du contrat de l'emprunt français.

On proposera de fonder une banque d'Etat marocaine dont les pouvoirs seront l'objet de négociations difficiles, car le Sultan ne semble plus avoir de gages à offrir pour un nouvel emprunt, et la question de savoir comment fonder, sans capital, une banque d'Etat embarrassée même les plus experts en matière financière.

On proposera aussi que la clause de la convention de Madrid, par laquelle les Européens résidant au Maroc sont assujettis à une certaine taxe, soit mise en vigueur lorsque le Sultan pourra obtenir des impôts de la population indigène et lorsqu'il pourra garantir la sécurité générale pour les biens et les existences.

Quant aux réformes nécessaires pour mettre fin au commerce de contrebande, le Maghzen n'ayant pas de ressources lui permettant d'entreprendre la surveillance du littoral, le seul moyen apparent de mettre fin à ce commerce illicite des armes et des munitions consiste en un accroissement de vigilance de la part des fonctionnaires indigènes, en des châtimens plus sévères pour la contrebande européenne et indigène.

Les gouvernements européens devront en outre redoubler de vigilance afin d'empêcher l'embarquement de la contrebande sur leurs territoires respectifs.

En ce qui concerne les travaux publics, l'accord entre la France

## La conférence d'Algésiras.

Algésiras, 18 janvier, 3.45 heures de l'après-midi.—La conférence marocaine s'est assemblée cet après-midi à huis clos, les secrétaires mêmes n'ont pas été admis dans la salle.

L'Espagne a pris l'initiative de résoudre le problème de la contrebande des armes de guerre d'une façon satisfaisante pour la France et pour l'Allemagne. Il est probable que les puissances établiront une législation punissant la contrebande de guerre et que l'appui du Sultan sera demandé pour aider à sa repression.

La France a pris une mesure effective pour cimenter l'union des puissances méditerranéennes. L'Espagne éprouvait depuis quelque temps un certain ressentiment du fait qu'une bande d'aventuriers français était venue s'établir à Chica, près de Melilla, une des forteresses espagnoles de la côte nord-africaine. Cette position était exceptionnellement avantageuse, car Chica commandait l'entrée d'une lagune qui pénétrait à une grande distance à l'intérieur.

Cette intrusion avait fait naître les soupçons de l'Espagne qui voyait une tentative de la France d'établir une base sur la côte septentrionale du Maroc, et une tension notable en était résultée dans les relations franco-espagnoles.

Le gouvernement français ne désirant pas perdre l'appui de l'Espagne pendant la conférence,

## La conférence d'Algésiras.

Algésiras, 18 janvier, 3.45 heures de l'après-midi.—La conférence marocaine s'est assemblée cet après-midi à huis clos, les secrétaires mêmes n'ont pas été admis dans la salle.

L'Espagne a pris l'initiative de résoudre le problème de la contrebande des armes de guerre d'une façon satisfaisante pour la France et pour l'Allemagne. Il est probable que les puissances établiront une législation punissant la contrebande de guerre et que l'appui du Sultan sera demandé pour aider à sa repression.

La France a pris une mesure effective pour cimenter l'union des puissances méditerranéennes. L'Espagne éprouvait depuis quelque temps un certain ressentiment du fait qu'une bande d'aventuriers français était venue s'établir à Chica, près de Melilla, une des forteresses espagnoles de la côte nord-africaine. Cette position était exceptionnellement avantageuse, car Chica commandait l'entrée d'une lagune qui pénétrait à une grande distance à l'intérieur.

Cette intrusion avait fait naître les soupçons de l'Espagne qui voyait une tentative de la France d'établir une base sur la côte septentrionale du Maroc, et une tension notable en était résultée dans les relations franco-espagnoles.

Le gouvernement français ne désirant pas perdre l'appui de l'Espagne pendant la conférence,

## La conférence d'Algésiras.

Algésiras, 18 janvier, 3.45 heures de l'après-midi.—La conférence marocaine s'est assemblée cet après-midi à huis clos, les secrétaires mêmes n'ont pas été admis dans la salle.

L'Espagne a pris l'initiative de résoudre le problème de la contrebande des armes de guerre d'une façon satisfaisante pour la France et pour l'Allemagne. Il est probable que les puissances établiront une législation punissant la contrebande de guerre et que l'appui du Sultan sera demandé pour aider à sa repression.

La France a pris une mesure effective pour cimenter l'union des puissances méditerranéennes. L'Espagne éprouvait depuis quelque temps un certain ressentiment du fait qu'une bande d'aventuriers français était venue s'établir à Chica, près de Melilla, une des forteresses espagnoles de la côte nord-africaine. Cette position était exceptionnellement avantageuse, car Chica commandait l'entrée d'une lagune qui pénétrait à une grande distance à l'intérieur.

Cette intrusion avait fait naître les soupçons de l'Espagne qui voyait une tentative de la France d'établir une base sur la côte septentrionale du Maroc, et une tension notable en était résultée dans les relations franco-espagnoles.

Le gouvernement français ne désirant pas perdre l'appui de l'Espagne pendant la conférence,

## DEPECHE TELEGRAPHIQUES

**La France et la révolution au Venezuela.**

Caracas, Venezuela, 17 janvier, via Port d'Espagne, 15 janvier.—Le "Constitutionnel" en publiant la correspondance qui a précédé la rupture diplomatique entre le Venezuela et la France prétend prouver la complicité du gouvernement français dans la révolution fomentée par le général Matos.

Le journal s'exprime ainsi: "Nous n'accusons pas la compagnie du câble dont nous considérons les responsabilités éliminées. Nous accusons le gouvernement français de déloyauté envers le Venezuela, parce que pendant que nos représentants et ministres cherchaient sincèrement et honorablement la solution légale des difficultés au point de vue de la réciprocité internationale, la France coopérait avec Matos, le chef de la révolution, pour faire tacher de sang nos vallées et nos villes, ordonnait secrètement aux généraux de la compagnie du câble de transmettre des informations aux révolutionnaires, aidait à ruiner le crédit du gouvernement à l'étranger et nuisait à l'intégrité du territoire national."

Un mémorandum de la conférence entre le ministre américain, M. Russell, et le secrétaire des affaires étrangères Ybarra, au sujet de l'abstention du gouvernement d'inviter M. Taigny, le chargé d'affaires, à la réception officielle du nouvel an, prête la phrase suivante au ministre Russell: "Le secrétaire Root m'a télégraphié que la question l'intéressait profondément et il a ajouté que de graves conséquences étaient à craindre si la situation ne changeait pas immédiatement."

Un décret expulsant du Venezuela MM. Jaccoux et Bourget, agents respectifs des stations du câble de Caracas et de Lagunayra, pour mépris des lois de la République, a été publié hier.

**Exécution de six Israélites.**

Varsovie, Pologne russe, 18 janvier.—Six Israélites, membres du comité anarchiste local, qui avaient été condamnés à mort par un tribunal martial sous l'accusation d'avoir tenté des troubles, ont été pendus ce matin dans la cour de la citadelle de Varsovie.

Il y a une quinzaine de jours seulement que ces six individus avaient été arrêtés.

**L'élargissement du canal de Suez.**

New York, 18 janvier.—On mande d'Alexandrie au "Herald": "La Compagnie du Canal de Suez a commencé à élargir le canal pour donner passage au grand dock flottant américain "Dewey" qui ces jours derniers a quitté les Etats-Unis pour Manille."

# STEVENS

## Clôture de la Vente de la Saison. PARDESSUS

Les prix en chiffres connus, lesquels, nous sommes certains, en disant qu'ils sont de 25 0/0 de moins que les prix de manufacture aujourd'hui.

12.00 Pardessus maintenant	7.75	25.00 Pardessus maintenant	14.25
15.00 Pardessus maintenant	9.50	27.50 Pardessus maintenant	15.25
18.00 Pardessus maintenant	11.25	30.00 Pardessus maintenant	17.50
20.00 Pardessus maintenant	12.25	35.00 Pardessus maintenant	20.00

Pantalons } 3.00 et 4.00 Pantalons, maintenant 2.50  
 5.00 et 6.00 Pantalons, maintenant 3.50  
 7.00 et 8.00 Pantalons, maintenant 5.50

### H. B. STEVENS & CO., LIMITED

VETEMENTS ET FOURNISSEURS.  
 SEULS AGENTS POUR LES CHAPEAUX KNOX.  
 710 & 712 RUE DU CANAL.

## PROGRES DU TELEPHONE.

La Compagnie Chamberland du Téléphone & Télégraphe a émis un compte rendu montrant les progrès de ses affaires comme suit:

Nombre des Téléphones le 1er Décembre 1905.....	138,885
Nombre ajouté pendant le mois.....	4,517
Nombre ayant discontinué.....	2,136
Augmentation net pour le mois.....	2,381
Nombre total des Téléphones au 30 décembre 1905....	141,266
Augmentation net pour l'année 1905, une augmentation d'environ 63 téléphones par jour ouvrier.	

## Voyage instructif.

Lincoln, Neb., 18 janvier.—La commission chinoise impériale envoyée aux Etats-Unis pour y étudier les conditions de l'industrie et de l'éducation est arrivée aujourd'hui à Lincoln en charge du professeur Jenks, de l'Université Cornell, le représentant spécial du président Roosevelt.

Cette étape est la seule que feront les voyageurs entre San Francisco et Chicago.

Les commissaires ont été reçus par le gouverneur Nickey, le chancelier Andrews de l'Université du Nebraska, le maire F. W. Brown et J. E. Miller, président du Club Commercial, qui les ont accompagnés à la station agricole et de là à l'Université où ils ont passé deux heures.

Ils ont ensuite visité le Pénitencier d'Etat et se sont rendus à l'Hôtel Lincoln, où H. D. Thompson, ex-ambassadeur du Brésil qui a été récemment nommé ambassadeur au Mexique, leur a offert un lunch.

La commission s'intéresse vivement aux méthodes d'agriculture du Nebraska, et un des incidents importants de son séjour dans cette ville a été sa visite à la ferme d'Etat.

Le Prof. Jenks a dit, à l'arrivée de la commission ce matin, que les visiteurs impériaux avaient été ravis de leur long voyage à travers la moitié du pays et qu'ils s'émerveillaient des ressources agricoles de l'Ouest et des vastes étendues de territoire qu'ils traversaient.

## Les tuberculeux.

Chicago, 13 janvier.—La première mesure décisive en faveur de l'exclusion des victimes de la tuberculose pulmonaire des écoles publiques a été prise hier soir par le conseil d'éducation qui a ordonné aux professeurs de rapporter les noms des "suspects" au surintendant Cooley.

Le conseil a prié le surintendant Cooley de notifier les parents ou tuteurs des enfants soupçonnés d'être atteints de tuberculose de la détermination prise, et d'examiner chaque école.

Nombre des membres du con-

Acheteront un **\$259** BON PIANO NEUF **PIANOS**

AU MAGASIN DE MUSIQUE DE **GRANDVALLES**

LA GRANDE MAISON DE PaiEMENTS MENSUELS

Enpaiements de \$10 à \$6 par mois—sans intérêt; ou bien en paiements par semaines si vous le préférez.